

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Parçay-Meslay, le 08/04/2022

ZA n°2 des Ailes
25/26, Rue des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WDK GROUPE PARTNER

90 rue Guglielmo Marconi
Node Park Touraine, ZI Le Bois Joly
37310 Tauxigny-Saint-Bauld

Références : 2022-423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2022 dans l'établissement WDK GROUPE PARTNER implanté 90 rue Guglielmo Marconi Node Park Touraine, ZI Le Bois Joly 37310 Tauxigny-Saint-Bauld . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'information du SDIS en date du 24 mars 2022 de la panne des 27 RIA du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WDK GROUPE PARTNER
- 90 rue Guglielmo Marconi Node Park Touraine, ZI Le Bois Joly 37310 Tauxigny-Saint-Bauld
- Code AIOT dans GUN : 0010004752
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société WDK GROUPE PARTNER est une entreprise commerciale dont la principale activité est la vente de jouets en gros, sur l'ensemble du territoire. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n°15776 du 27 novembre 2000 et l'arrêté préfectoral n°17473 du 1 octobre 2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident : panne RIA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 3.5.8.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incident panne RIA	Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 2.2	/	Sans objet
Équipe sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 3.5.8.1	/	Sans objet
Stockage de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La totalité des RIA du site est hors service au jour l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incident panne RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des incidents et accidents
<p>Prescription contrôlée : Tout accident où incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1* de la loi du 19 juillet 1976 modifié, sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un rapport d'incident est transmis sous 15 jours par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
<p>Constats : L'incident survenu fin mars (panne des RIA) n'a pas été déclaré à l'inspection des installations classées. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la fiche "BARPI" de notification d'incident.</p>
<p>Observations : L'armoire électrique commandant les deux surpresseurs est hors service depuis fin mars 2022. Ainsi, la totalité des RIA du site sont en panne (plus de pression dans les lances).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 3.5.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : Des extincteurs adaptés au risque à défendre, en nombre suffisant, doivent être placés dans des endroits facilement accessibles et s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état extérieur.</p> <p>Des postes RIA seront installés de manière à ce que tout point des installations, notamment les parties réservées au stockage, puissent être atteint par deux jets de lance lorsque les dispositions constructives le permettent.</p>
<p>Constats : Les RIA ne sont pas opérationnels. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des mesures compensatoires ont été mises en place.</p> <p>La dernière vérification périodique des RIA date de plus d'un an (décembre 2020). La dernière vérification périodique des extincteurs date de plus d'un an (mars 2021).</p>
<p>Observations : Lors de l'inspection, l'exploitant a été indiqué à que les RIA ne fonctionnent pas suite à l'incident survenu (armoie électrique et surpresseurs hors service). Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des mesures compensatoires ont été mises en place.</p> <p>Les RIA n°1, 2 et 3 ont été vus lors de l'inspection. La date de la dernière vérification indiquée est décembre 2020 (par CONCEPT SECURITE). Le RIA N°3 est abîmé, il a reçu un impact.</p> <p>Un extincteur a été vu lors de l'inspection. La date de la dernière vérification indiquée est mars 2021 (par CONCEPT SECURITE).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Équipe sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 3.5.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Équipe sécurité incendie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et s'assure de la formation nécessaire de son personnel pour disposer d'une équipe de première intervention contre l'incendie.</p>
<p>Constats : L'exploitant veillera à former l'équipe de première intervention contre l'incendie à la manipulation de RIA.</p>
<p>Observations : L'exploitant a indiqué que les dernières formations "guide-file", "serre-file" et "EPI" ont eu lieu fin mars. Un participant à la formation EPI a confirmé qu'une manipulation d'extincteurs a été réalisée lors de la formation, mais la manipulation de RIA n'a pas pu être réalisée à cause de la panne.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2000, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de produits explosifs
Prescription contrôlée : Le local est destiné au stockage exclusif d'artifices de divertissement de groupe "K1" et de groupe "K2" (au sens du décret n° 90-897 du 01/10/1990). [...]
Constats : Le local de stockage de produits explosifs n'est pas exclusivement dédié au stockage d'artifice de divertissement.
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté que du matériel métallique est stocké dans le local de stockage des produits explosifs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet